

UNE SOURCE DE FINANCEMENT À PROMOUVOIR

Les transferts de fonds des migrants représentent 7% du PIB au Maroc, en Tunisie et en Egypte

■ Des études ont montré que les envois de fonds sont beaucoup plus efficaces, en termes de lutte contre la pauvreté, que les autres sources de financement extérieur ■ L'objectif des Nations Unies est de limiter les coûts des transferts de fonds à 3% maximum.

«Renforcement des capacités pour optimiser l'impact des transferts de fonds des migrants sur le développement en Afrique du Nord» était le thème de la réunion d'experts organisée, les 19 et 20 mai à Rabat, par le Bureau pour l'Afrique du Nord de la Commission économique pour l'Afrique (CEA-AN) des Nations Unies, en collaboration avec la Commission économique et sociale pour l'Asie Occidentale (CE-SAO). Cette rencontre était également l'occasion pour la CEA-AN de présenter les résultats de son étude, intitulée «Transferts de fonds des MRE : contexte, évolution et perspectives de renforcement».

Selon Anis Birou, ministre chargé des Marocains résidant à l'étranger et des affaires de la migration, «les transferts de fonds ne se résument pas uniquement aux sommes d'argent envoyées par les communautés immigrées à leurs familles, mais témoignent avant tout d'un attachement profond entre ces communautés et leur pays d'origine». Et de rappeler que la communauté marocaine à l'étranger s'élève à près de 5 millions de personnes et que divers instruments ont été mis en place pour encourager celle-ci à investir dans son pays d'origine, dont notamment un fonds de promotion des investissements dénommé MDM Invest. A noter que les transferts des MRE ont enregistré une progression de 7,6% au cours des 3 premiers mois de l'année 2015.

Faciliter l'accès des migrants à un système bancaire et financier efficace et rentable

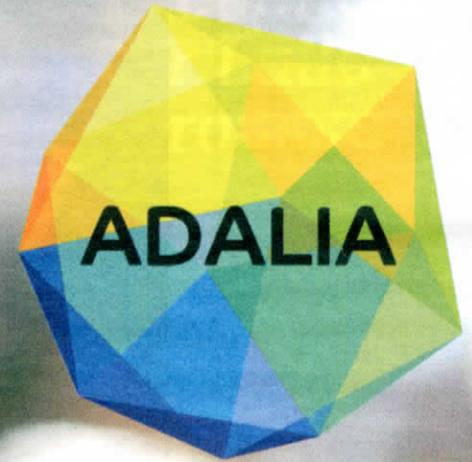
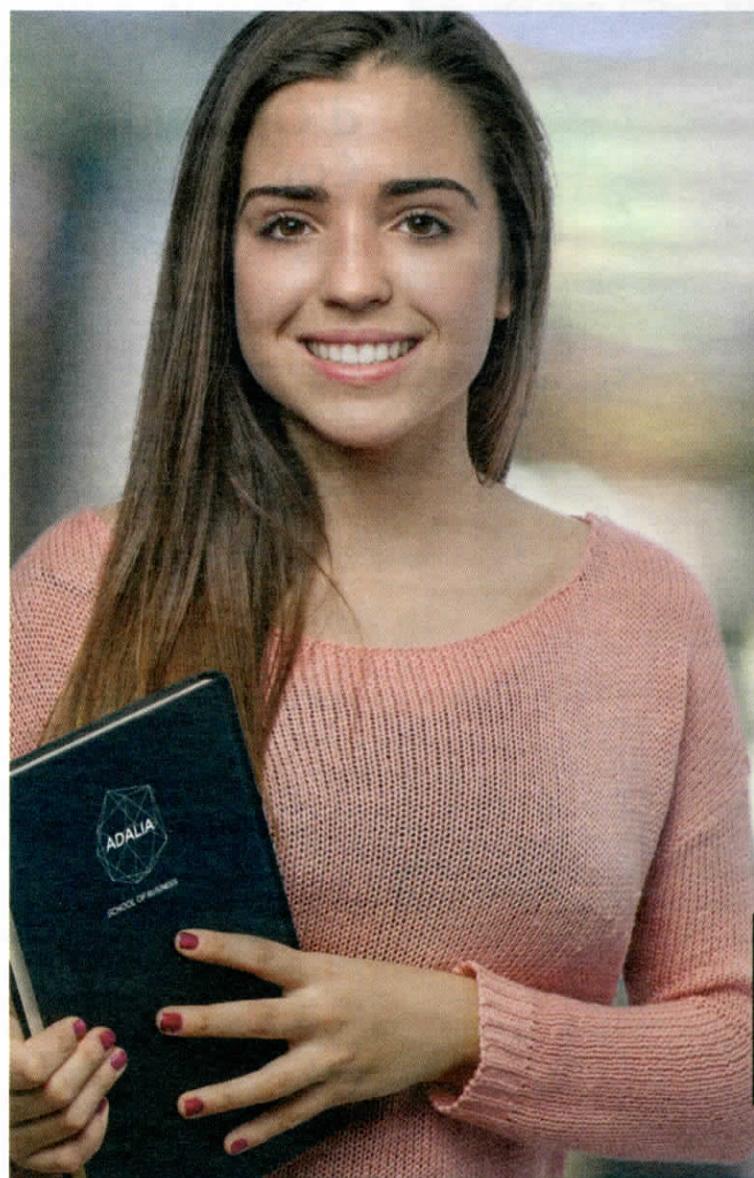
Pour sa part, Karima Bounemra Ben Soltane, directrice du Bureau de la CEA-AN, estime que «les envois de fonds des migrants peuvent être, pour nos populations, des moyens de subsistance puissants permettant de sortir du cercle vicieux de la pauvreté». Différentes études ont, en effet, montré que les envois de fonds sont beaucoup plus efficaces que les autres sources de financement extérieur pour la lutte contre la pauvreté. De même qu'ils constituent une part importante des ressources internationales pour les pays d'Afrique du Nord et contribuent aux alentours de 6 à 7% au PIB au Maroc, en Tunisie et en Egypte. Par ailleurs, il convient de préciser que d'ici à 2016, les transferts de fonds, au niveau de la planète, dépasseront les 700 milliards de dollars. Aujourd'hui plus d'un milliard de personnes, à travers le monde, sont dépendantes de ces ressources. D'où l'objectif des Nations Unies de parvenir à réduire les coûts

des transferts de fonds à 3% maximum et de canaliser les fonds transférés vers des activités plus productives. Pour pouvoir atteindre cet objectif, il est im-

pératif d'améliorer l'accès des migrants à un système bancaire et financier efficace et rentable. Il faudra également améliorer le cadre réglementaire relatif

au transfert de fonds, afin que celui-ci soit davantage incitatif et plus attractif pour l'épargne des migrants ■

HICHAM BENJAMAA



SCHOOL OF BUSINESS

INSCRIPTIONS
JUSQU'AU 30 MAI

www.adalia.ma
informations | inscriptions | admissions

BUSINESS INSIDE*

*apprendre avec les entreprises pour travailler en entreprise au coeur de casablanca